

Théâtre de l'absurde européen.

Article rédigé par *Olivier Bault*, le 22 septembre 2016

[Source : Nouvelles de France]

Théâtre de l'absurde européen face à la Pologne et la Hongrie.

« Théâtre de l'absurde », c'est le terme employé par le Polonais Ryszard Legutko (PiS) s'adressant au nom du groupe Conservateur et réformistes européens aux rares députés présents lors du débat du mardi 13 septembre sur la proposition de résolution du Parlement européen « sur les récentes évolutions en Pologne et leurs conséquences sur les droits fondamentaux inscrits dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ». Adoptée le mercredi 14 septembre à 510 voix contre 160 et 29 abstentions, cette résolution avait été proposée par cinq groupes allant du centre droit à l'extrême gauche. À droite, contrairement aux députés LR français, les députés Fidesz hongrois, membres du même groupe, ont voté contre comme lors du vote de la résolution précédente qui attaquait déjà la Pologne en avril. Le groupe dirigé par le FN a bien entendu voté contre.

Il s'agit d'une résolution non contraignante, dont le principal objectif est d'apporter un soutien aux amis de Donald Tusk en Pologne qui ont perdu le pouvoir après les élections d'octobre 2015 et qui n'arrivent pas à s'en remettre. « Vos camarades politiques ont perdu le monopole du pouvoir en Pologne et vous avez du mal à l'accepter », a lancé Legutko aux membres du Parlement européen et de la Commission présents au débat de mardi. « La vérité, c'est que vous êtes structurellement incapables d'accepter qu'il puisse exister des gouvernements et des partis qui ne partagent pas vos opinions. » Parlant au nom du PiS et de son groupe, dont font aussi partie les Tories britanniques, le député polonais s'est étonné qu'à l'heure du Brexit, de la crise migratoire et de la crise de l'euro le Parlement européen n'ait rien de mieux à faire que de discuter de la Pologne. Il a également accusé la Commission européenne de violer les traités en usurpant le rôle à la fois d'accusateur, de juge et d'exécuteur, chose caractéristique du despotisme éclairé européen, et il a fait remarquer qu'en Pologne l'État de droit, la liberté d'expression et la pluralité des médias se portent bien mieux qu'à Bruxelles et que dans de nombreux pays européens.

« La Commission européenne autoritaire a créé le Brexit et pourrait détruire l'Union, préviennent les pays de l'Est », titrait le site du journal britannique *Daily Telegraph* mardi. Et c'est effectivement ce qu'on pouvait penser ce jour-là en observant le vice-président de la Commission européenne, le Hollandais Frans Timmermans, ricanant bêtement face aux reproches de cet élu du peuple polonais.

Toujours dans la convention du théâtre de l'absurde, le ministre des Affaires étrangères du minuscule Luxembourg, Jean Asselborn, a déclaré mardi dans une interview pour le journal allemand *Die Welt* que l'Union européenne devait suspendre la Hongrie qu'il accuse, en défendant sa partie de la frontière extérieure de l'espace Schengen, de violer les « valeurs européennes ». Il en remettait une couche dans une interview pour un autre journal allemand, le *Sueddeutsche Zeitung*, après les critiques venues de toutes parts. Il a

expliqué que ses paroles avaient pour but de « secouer l'Europe » avant la réunion du Conseil européen de vendredi à Bratislava, en Slovaquie. Les européistes de service n'ont visiblement tiré aucune conclusion du Brexit.